Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

136-137 | 2014

Désirs d'éthique. Besoins de normes ?

Les schizes d'une médiation anthropologique entre l'État et « les gens du voyage »

Entretien avec Gaëlla Loiseau réalisé par Monique Selim

Schizes of an Anthropological Mediation between State and Travelers

Gaëlla Loiseau et Monique Selim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4596>

DOI : 10.4000/jda.4596

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 2 juin 2014

Pagination : 177-204

ISBN : 978-2-9539599-5-6

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Gaëlla Loiseau et Monique Selim, « Les schizes d'une médiation anthropologique entre l'État et « les gens du voyage » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 136-137 | 2014, mis en ligne le 02 juin 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4596> ; DOI : 10.4000/jda.4596

LES SCHIZES D'UNE MÉDIATION ANTHROPOLOGIQUE ENTRE L'ÉTAT ET « LES GENS DU VOYAGE »

Entretien avec Gaëlla LOISEAU*
réalisé par Monique SELIM**

Monique Selim – L'Association française des anthropologues avait organisé en novembre 2012, une journée sur l'éthique qui était prise dans une perspective à la fois critique et réflexive puisque les interventions et les débats ont beaucoup tourné sur les raisons et la nature de cette espèce de besoin, de ce désir de norme éthique. D'ailleurs on l'avait appelé « Désirs d'éthiques ou besoin de normes ». C'est dans ce contexte que nous publions un numéro du *Journal des anthropologues* qui est consacré en partie à cette journée mais qui a aussi fait l'objet d'un appel à contribution. Dans ce cadre, nous avons décidé de réfléchir à ta position puisque ton travail est particulier, au carrefour de beaucoup de dispositifs. Tu t'occupes de gens du voyage dans un contexte politique qui est un contexte d'exclusion et de stigmatisation extrêmement fortes. La catégorie d'étranger à laquelle il est fait référence sans cesse dans les médias est une catégorie de plus en plus « souple » qui inclut des

* Auto-entrepreneuse
Courriel : gaellaloiseau@gmail.com

** UMR 245 CESSMA – Université Paris-Diderot/INALCO/IRD
Rue Albert Einstein, Bâtiment Olympe de Gouges, 75013 Paris
Courriel : monique.selim@ird.fr

acteurs extrêmement différents. Dans un premier temps j'aimerais que tu précises dans quel axe et au carrefour de quels dispositifs institutionnels se situe ton travail.

L'anthropologie : une posture de proximité valorisable

Gaëlla Loiseau – J'interviens comme médiatrice départementale auprès des gens du voyage dans le département de l'Hérault depuis 2004. Cette mission est financée intégralement par l'État et le commanditaire unique aujourd'hui est la DDTM¹ (Direction départementale des territoires et de la mer) qui a en charge de mettre en place les équipements d'accueil des gens du voyage. Mon poste a été créé suite à l'adoption du schéma départemental de l'Hérault. La DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) était désireuse de créer un poste pour aller à la rencontre des gens qui stationnent de manière irrégulière, sans possibilité de raccordements. Mon travail est orienté en direction de familles de gens du voyage qui ne sont pas installées sur des aires d'accueil. Lorsque j'ai été recrutée par la DDASS et la DDE (Direction départementale de l'équipement) en 2004, il n'y avait que 2 équipements d'accueil, soit 80 places de caravanes, ce qui est très peu à l'échelle d'un département. La première mission sur laquelle j'ai été amenée à intervenir – et c'était très clairement là-dessus qu'on m'attendait – consistait à aller rencontrer les groupes dits « de grands passages » qui sont des groupes d'une centaine de caravanes environ, organisés – avec un représentant clairement identifié qui le plus souvent est un pasteur évangélique – et qui voyagent pendant toute la saison estivale. Et cette période que l'on appelle « grands passages » coïncide avec les deux dates importantes de grands rassemblements réunissant des milliers d'évangélistes tsiganes au mois d'avril et au mois d'août. J'ai été clairement recrutée sur la base de mes connaissances du mouvement évangélique tsigane puisque j'avais

¹ Dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques visant la réorganisation et la fusion de certains services de l'État, les DDTM ont succédé aux anciennes DDE.

effectué un mémoire de maîtrise en anthropologie sur ce sujet. En ce qui concerne l'évolution institutionnelle, la DDASS qui avait été à l'initiative de cette création de poste a financé la première année, mais elle s'est progressivement retirée après avoir constaté une récupération de la mission par la préfecture et plus particulièrement le volet sécuritaire de l'État. La DDASS estimait en effet que les problématiques sanitaires n'étaient pas suffisamment au cœur de la mission et se sentait dépossédée du rôle qu'elle entendait pouvoir jouer à travers ce poste. En réalité, moi j'estime que la question sanitaire est centrale dans ma mission puisque j'interviens pour faciliter le raccordement aux fluides des gens du voyage, donc le raccordement à l'eau et à l'électricité et la mise en place du ramassage des ordures ménagères. Ce sont les grands axes de ma mission. On est bien sur une problématique d'accès aux droits fondamentaux.

M. S. – Je voudrais revenir sur une chose : tu dis que tu es entièrement financée par l'État mais en même temps tu es auto-entrepreneuse et tu as concouru à un appel d'offre. Donc revenons là-dessus puisque c'est une position qui est intéressante.

G. L. – Aujourd'hui je suis effectivement à mon compte, mais c'est quelque chose qui a évolué dans le temps. Au début j'étais salariée d'une association loi 1901 qui intervenait auprès des publics migrants et qui embauchait essentiellement des psychologues pour faire de l'accompagnement psychologique dans le cadre du RSA (Revenu de solidarité active). Cette association qui avait été fondée dans les années 1980 par des médecins faisait partie du Réseau migrations santé. Les psychologues de cette structure avaient la particularité de pouvoir exercer en langue arabe. Ils étaient essentiellement focalisés sur les publics de première et deuxième génération de migrants en provenance du Maghreb surtout. Donc, lorsque je suis arrivée, j'ai ramené d'une part des problématiques liées à une population qui était jusqu'alors complètement inconnue de la structure ; et d'autre part une méthode d'intervention très empirique et qui s'est rapidement avérée être source d'enjeux politiques car elle matérialisait la confrontation de la souveraineté de

l'État avec celle des élus. Néanmoins cette association a toujours été sensible aux questions d'anthropologie, ayant été influencée par le courant d'ethnopsychiatrie. Je pense qu'ils ont accordé une importance à la qualité du contact avec les populations ciblées que susciterait le recrutement d'un profil d'anthropologue.

M. S. – Revenons sur le contexte de ton recrutement.

G. L. – Lorsque j'ai postulé, j'étais inscrite en doctorat d'anthropologie à l'université de Louvain-la-Neuve en Belgique et j'étais en train de terminer une étude sur l'accès aux droits des populations tsiganes dans laquelle j'avais été en charge de la partie « santé et prestations sociales ». Par ailleurs, j'avais réalisé après ma maîtrise d'anthropologie (Bordeaux 2) un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) de sociologie appliquée à l'intervention sociale (Paris 12) durant lequel j'avais réalisé un stage et un mémoire sur le relogement de populations tsiganes sédentarisées à Bordeaux. Le jour du recrutement, l'entretien d'embauche se déroulait à la DDASS de Montpellier et il y avait en face de moi la directrice et la présidente de l'association ainsi qu'un représentant de la DDASS et deux représentants de la DDE. Ils ont été intéressés par mon profil de chercheuse et surtout par mon parcours d'ethnologue et ma connaissance des pasteurs évangéliques que j'avais approfondie durant ma maîtrise d'ethnologie. D'autre part, j'avais à mon avantage le fait d'être déjà en rapport avec des voyageurs, posture qui supposait que j'allais entrer facilement en relation avec les gens du voyage qui circuleraient dans le département et que je serais donc immédiatement opérationnelle. Je suis restée 6 ans avec un statut de salariée. Ma mission m'amenait à faire en sorte que les gens du voyage privilégient dans leurs choix d'installation les communes qui ont des obligations d'accueil afin d'être protégés d'une éventuelle expulsion. Aujourd'hui, le département où j'interviens dispose de 8 aires d'accueil et 4 aires de grand passage. Au tout début, j'étais contactée par la préfecture qui répercutait l'appel des communes qui voyaient s'installer des gens du voyage sur leur territoire. Je me déplaçais pour aller voir ce qu'il en était sur le terrain, pour évaluer la situation, discuter sur la durée

du séjour, réorienter le groupe ou rappeler l'obligation d'accueil à la commune concernée en m'appuyant sur le schéma départemental d'accueil des gens du voyage. Avant que le poste de médiation ne soit mis en place, les élus n'avaient qu'un seul interlocuteur pour les questions concernant les gens du voyage qui était la DDE. Le service habitat de la DDE était là pour inciter les communes à réaliser les équipements d'accueil en leur octroyant le cas échéant les financements de l'État. Mais, n'ayant d'autre interlocuteurs en charge de ce dossier, la préfecture avait tendance à basculer l'ensemble des demandes concernant les gens du voyage à la DDE et donc, énormément d'appels relatifs à des installations illégales. Dès lors qu'il y a eu une chargée de mission de médiation capable d'aller sur le terrain, la DDE s'est délestée des problématiques d'expulsion qui demeuraient le premier objet d'interpellation des services de l'État par les communes à propos de cette population. C'est ce qui a généré un accaparement de la mission par la DDE plus que par la DDASS, car celle-ci n'a pas de champ d'intervention concrètement lié aux problématiques d'expulsion que rencontre ce public.

Visibilité et rugosité d'une posture de terrain et de proximité

M. S. – Donc, tu es embauchée comme médiatrice sur la base de tes compétences anthropologiques et finalement tu te retrouves à être sollicitée dans le but de les expulser. Comment tu le vis ?

G. L. – Effectivement, dès que je commence à travailler, je me rends compte qu'il y a une forte volonté d'expulser sans chercher de solution alternative. Donc, c'est quand même assez violent, et je suis passée par plusieurs étapes psychologiques à travers cette posture professionnelle de terrain que j'occupais. Ma toute première intervention un jour ou deux après ma prise de poste en mai 2004 a été assez révélatrice de ce qui allait m'attendre par la suite. Je me suis rendue à la mairie d'une commune située dans l'agglomération de Montpellier suite à l'installation d'un groupe de caravanes. Le directeur général des services m'alpague aussitôt sous la tonalité du scandale et m'invite à l'accompagner dans la salle où se trouve un fax avec une série de photos de caravanes. Le directeur des services

me montre ces photos et en prend une qu'il me colle sous le nez en me disant : « Vous vous rendez compte ! ». Je regarde la photo qu'il me tend qui montre une caravane sur un terrain. Je comprends à ce moment-là qu'il n'y a pas d'autre scandale à rechercher que la présence et la vision des caravanes. Je me rends rapidement compte que je suis complètement amalgamée à la population visée. On s'adresse à moi non pas dans des termes qui pourraient laisser supposer l'existence d'un possible entre-deux. Il n'y a que deux camps et je suis catégorisée comme étant dans le camp « adverse » à savoir celui des gens du voyage. Ce comportement qui s'est révélé très accusateur de mes interlocuteurs élus n'a quasiment jamais été contrebalancé depuis. Je suppose qu'il est une réaction à un mode d'intervention immédiat et en lien direct avec les acteurs, sans aucune autre forme de médiation, ne serait-ce par l'entremise d'un dispositif matériel. Je n'ai rien de visuel qui stipule une quelconque appartenance : ni uniforme, ni logo sur mon véhicule, ni carte stipulant mon lien avec les institutions. J'interviens presque en mon nom propre finalement. Et c'est peut-être un premier élément déstabilisateur pour les collectivités, mais qui a le mérite d'être au contraire un élément facilitateur avec les gens du voyage. Toujours est-il que la réunion qui a suivi ce premier échange s'est déroulée de manière assez houleuse, puisque la commune n'a eu de cesse de jouer la carte de l'invasion et de l'intrusion pour faire valoir un caractère délictueux du comportement des gens du voyage. Et de mon côté je n'ai pas mordu à cette argumentaire et je n'ai eu de cesse de les ramener à leur obligation d'accueil. Ce premier échange avec des élus a été très violent pour moi.

M. S. – Cette première intervention a mis en place toutes les contradictions de ta position.

G. L. – En effet, j'ai compris dès cette première intervention là où je mettais les pieds. En tenant un discours consistant à mettre en exergue les droits des gens du voyage, j'ai été directement la cible de propos virulents de la part du maire, de ses adjoints et de toute la collectivité ainsi que de reproches à propos de la manière dont j'investissais mon poste.

M. S. – Peux-tu caractériser tes rapports avec les gens du voyage ?

G. L. – Lorsque j'arrive, je suis la médiatrice et eux s'accaparent cette posture. De leur point de vue, je suis leur porte-parole quelque part. Donc, ils me demandent de dire des choses précises sur leurs intentions, de donner une contribution à la collectivité par exemple ou de respecter leur engagement quant à la durée du séjour... Ensuite moi je peux leur proposer par exemple de négocier, de se déplacer sur un autre terrain qui conviendrait mieux à la collectivité. Ce sont des discussions relativement sereines, étant donné que la négociation de leur présence sur un territoire est une pratique coutumière chez eux. Il n'y a ni honte, ni tabou, ni secrets, ni ambiguïté. Tous les échanges se font de manière orale le plus souvent à l'extérieur et au vu et su de l'ensemble des membres du groupe. Cette posture médiatrice coule de source pour eux et ils sont les premiers à reconnaître que ça leur facilite quand même le quotidien, en tout cas sur certaines choses. Dès que c'est possible j'organise des rencontres en mairie avec les représentants du groupe et de la collectivité concernée. Et il m'est arrivé de faire des médiations où les gens du voyage et les représentants de la collectivité sont réunis autour de la table et moi en tant que médiatrice envoyée par l'État j'arbitre d'une certaine manière la discussion.

M. S. – C'est une position qui est quand même très particulière pour quelqu'un qui a une formation d'anthropologue. C'est plus que de l'intervention. Revenons maintenant à l'évolution de ta posture de salariée à travailleuse indépendante.

G. L. – J'ai quitté l'association en 2010 car mon contexte de travail s'était dégradé depuis le départ en 2005 de la directrice qui m'avait recrutée et qui était quelqu'un qui s'intéressait aux problématiques des gens du voyage. Je me suis retrouvée comme seule salariée à œuvrer et faire valoir la cause de cette population au sein de la structure. Par ailleurs, j'intervenais tout le temps sur le terrain. Je n'avais pas de bureau où je pouvais tranquillement recevoir le public avec lequel je travaillais. J'avais l'impression de ne rien pouvoir construire et on me demandait de me cantonner à la commande de

médiation de la préfecture. Mes collègues ne côtoyaient jamais le public avec lequel je travaillais et sa réalité restait à leurs yeux complètement énigmatique, du moins étrangère. Il faut comprendre que certains de mes collègues étaient dans la structure depuis une dizaine d'années et travaillaient avec des publics qui avaient forgé l'identité de l'association, à savoir les publics migrants maghrébins. Et c'est vrai que j'avais entendu dans des réunions d'équipe des propos un peu déplacés ou décalés, révélateurs d'une absence de volonté de connaître finement la réalité des gens du voyage. Par exemple de mon point de vue, pour aider réellement ce public une association se devait de créer a minima une permanence juridique d'accompagnement des gens du voyage. Mais pour les salariés « fondateurs » de la structure recevoir ce public dans les locaux de l'association était quelque chose d'insoutenable au motif que pour eux les « Gitans » n'étaient pas « faciles » et allaient générer des conflits. De fait, la posture de médiation fait peur par cette exposition au conflit qu'elle induit. Mais cette prise de position relayait tout simplement les représentations véhiculées à propos des Gitans sédentaires qui vivaient au sein du quartier dans lequel l'association était installée. Or ces Gitans n'avaient d'une part rien à voir avec les gens du voyage que je fréquentais sur les routes et ils étaient par ailleurs, au sein du quartier où l'association était implantée, les voisins directs des migrants maghrébins que mes collègues recevaient physiquement dans leur bureau. Par ailleurs, pour ces salariés et les autres membres de l'association, les gens du voyage constituaient une source de problèmes avant tout politiques. Ce public était perçu comme pouvant attirer des ennuis à l'association dans le sens où les élus n'en veulent pas et que s'afficher comme étant trop proche des gens du voyage aurait pu engendrer des répercussions sur les sources de financements provenant des collectivités par exemple. Les gens du voyage circulent, donc de façon insidieuse ils sont toujours considérés comme des étrangers par rapport au territoire et, dans le cas qui nous intéresse, ils étaient clairement moins légitimes que les migrants avec lesquels l'association travaillait. Je n'étais pas totalement seule

à défendre mon point de vue, mais les directeurs qui se sont succédés après le départ de la directrice qui m'avait recrutée ont eu beaucoup de mal à faire valoir le bien-fondé d'une intervention plus poussée et approfondie auprès du public « gens du voyage ».

M. S. – Ce qui est intéressant c'est tout le processus d'enchaînement de la marginalisation. Rejet des populations et rejet de toi et rejet à l'intérieur même des salariés. Donc c'est pour ça que tu as décidé de partir, on ne t'a pas demandé de partir...

G. L. – Non, au contraire : ils ont défendu jusqu'au bout mon travail auprès des partenaires institutionnels alors que j'avais de gros conflits en interne. J'ai pris des positions militantes régulièrement et d'ailleurs j'étais perçue comme « la militante ». Je dirais que de toute façon dès lors qu'on travaille avec un public qui fait l'objet de discriminations systématiques tel que les gens du voyage, on est nécessairement amené à être considéré comme militant. Ça va de soi. Mais du coup, ce militantisme était tout le temps mis en exergue y compris au sein de la structure. « Il faut modérer Gaëlla » : ce genre de discours infantilisant m'était adressé de façon régulière, alors que de part ma posture j'étais amenée sans cesse à calmer des situations conflictuelles. Donc, j'avais envie de dire « soit on met en place des choses un peu plus solides pour défendre cette population, soit je jette l'éponge ». De mon point de vue ma posture n'était pas tenable sur le long terme. Et, je suis étonnée d'en être encore à ce stade-là et d'être encore là même dix ans après ! Ce qui a évolué c'est que je suis identifiée. Sinon, pour le reste ça n'a pas beaucoup évolué.

De l'encadrement normatif de l'accueil au développement d'un marché

M. S. – Donc, tu es partie.

G. L. – Oui, et entre temps la mission était passée en appel d'offre. Et, alors bon... ça n'est pas arrivé par hasard. En 2008, je prends position de manière très frontale dans le cadre d'une réunion organisée à Paris par un organisme privé qui anime des réseaux de techniciens employés dans les collectivités et à qui elle propose des

forums sur des problèmes spécifiques du type l'assainissement. Et, il y a un de ces réseaux qui est dédié à la prise en compte des gens du voyage. Donc toutes les collectivités qui veulent créer des aires d'accueil s'inscrivent à ce réseau et ils payent un prix assez élevé d'ailleurs pour y participer. Je me rends à l'une de ces réunions qui portait sur la gestion des aires d'accueil.

M. S. – Il s'agit d'un réseau militant ?

G. L. – Non, pas du tout. Il s'agit d'une entreprise et les collectivités s'abonnent à ce réseau afin de bénéficier des compétences de techniciens et d'employés des autres collectivités abonnées. Du coup, lorsqu'une collectivité souhaite créer une aire d'accueil c'est très pratique car elle va pouvoir poser toutes les questions techniques qu'elle veut aux autres praticiens qui ont déjà une expérience en la matière. Il y a un forum de discussion qui est très actif et ils ouvrent leurs réseaux de discussions aux acteurs associatifs qui souhaitent faire des recommandations. Quelque part, ils auraient tort de s'en priver et en même temps pour les acteurs associatifs c'est le seul moyen de toucher réellement les collectivités et les prestataires privés qui interviennent sur les aires d'accueil. L'ouverture de ce marché de la gestion au secteur privé a généré une mise à l'écart des acteurs associatifs qui historiquement avaient mis en place les dispositifs d'accueil et d'insertion des gens du voyage.

M. S. – Et ce réseau privé existe depuis quand ?

G. L. – Je pense qu'il doit exister depuis 2005. En 2008 je me rends à l'une de leurs réunions et je sais que parmi les gens qui chapeautent cet organisme il y a des personnes un peu malhonnêtes, dont certaines qui ont remporté des marchés de gestion dans le département où j'interviens.

M. S. – L'accueil est devenu un marché.

G. L. – Oui, complètement. Comme les collectivités ne veulent pas s'en occuper, ça engendre un créneau très lucratif. Donc, lors de cette réunion rassemblant des acteurs provenant de diverses régions, il y avait environ une centaine de personnes dans l'assistance. À la tribune il y avait 4 personnes dont la gérante d'une entreprise qui a

remporté des marchés de gestion d'équipements dans l'Hérault. À côté d'elle se trouvait un maire communiste d'une commune du sud de la France, qui prend la parole pour dire « J'ai fais mon aire d'accueil et j'ai décidé de la gérer à mon compte sans passer par un prestataire privé ». Très bien, là-dessus pas de problème. Mais ça se complique dès lors qu'il commence à entrer dans un discours tendancieux consistant à présenter « son » aire d'accueil comme « un petit paradis » au sein duquel il a tout le loisir de refuser l'accès aux personnes porteuses de noms de famille que l'on souhaite maintenir à l'écart. Et la gestionnaire de la société privée implantée dans l'Hérault prend la parole et remercie ce maire d'avoir énoncé ce type de principe auquel elle est très attachée et laisse ouvertement entendre qu'à Montpellier également les familles qui portent des noms étiquetés « familles difficiles » voire « familles délinquantes » ou indésirables dans tous les cas sont clairement interdites d'accès sur l'ensemble de leurs aires d'accueil. Donc elle avoue d'une certaine manière avoir recours à la pratique du fichage. Et il se trouve qu'à cette époque-là j'avais été sollicitée par une femme voyageuse pour régler un problème d'accès sur une aire que cette intervenante gérait. Il s'agissait d'une personne qui portait un nom de famille « black-fiché » dans leur listing, parce que des membres de cette famille avaient dépassé leur temps de séjour sur l'aire d'accueil 4 ans auparavant. Ce dépassement de séjour était lié à l'hospitalisation du patriarche qui était en fin de vie et dont ils devaient s'occuper. Cette famille n'a pas obtenu de dérogation pour prolonger son séjour et a fait l'objet d'une décision d'expulsion.

M. S. – Et ils sont restés.

G. L. – Bien sûr qu'ils sont restés. Ils se sont battus pour pouvoir rester et éviter que les forces de l'ordre ne viennent les déloger. Ils sont allés au conflit. Mais il y a eu une décision d'expulsion à l'encontre de personnes mentionnées avec leurs noms et prénoms. La voyageuse qui m'avait sollicitée souhaitait s'installer sur cette aire d'accueil 4 ans après cet événement. J'étais entrée en contact avec la mairie pour demander d'intervenir auprès de leur prestataire pour faire admettre cette personne, qui de surcroît n'était

absolument pas mentionnée sur la décision de justice qui m'avait été signalée par le gestionnaire. Mon discours consistait à remettre la mairie face à son obligation de gestion car elle avait tendance à tout déléguer au prestataire privé alors que la décision d'expulsion avait été prise par la municipalité. Donc, lors de cette réunion à Paris, voyant que l'assistance ne réagissait absolument pas aux propos tenus par cette gestionnaire et par ce maire communiste, je prends la parole et j'explique que je suis scandalisée par les pratiques qui sont promues dans le cadre de ce réseau. J'explique que les gestionnaires publics ou privés présents à la tribune savent parfaitement qu'avec les gens du voyage on retrouve de façon récurrente les mêmes noms de familles sur un secteur géographique restreint. Je commence à développer mon propos en prenant notamment l'exemple de cette situation que je viens de décrire mais là l'émotion prend le dessus et je quitte la salle en lâchant des mots un peu rèches à l'encontre du réseau et des intervenants. Bon, ça c'est le côté militant non maîtrisé... Mais qui a eu des répercussions puisque de retour à Montpellier après cette réunion, j'ai rédigé un courrier (cosigné par le directeur de l'association qui m'embauchait) dans lequel je dénonçais ces pratiques et que j'ai publié sur le forum du réseau. Cette lettre a rapidement été censurée car il faut savoir qu'un des membres les plus influents du conseil d'administration de ce réseau est aussi directeur d'une association qui se présente comme défenseuse des gens du voyage, et qui utilise la même adresse de siège social que la SARL de cette gestionnaire qui se félicitait des pratiques de fichage lors de cette réunion. D'ailleurs, dans l'exemple que je viens d'évoquer, je me souviens très bien que la mairie m'avait orientée vers cet individu qu'elle me présentait comme son interlocuteur pour la gestion de l'aire d'accueil... Cette configuration révèle un conflit d'intérêts flagrant puisque son statut d'association de défense des gens du voyage lui permet de siéger et de voter des décisions au sein des commissions consultatives départementales. Et le fait qu'il soit membre du conseil d'administration de ce réseau privé qui organise des formations à l'attention des collectivités sur les questions de gestion des aires

d'accueil n'est pas anodin. On a affaire à des stratagèmes de lobbying sur ce marché fructueux qu'est devenue la gestion des aires d'accueil². Ça a eu des conséquences dans l'Hérault par exemple, où il a réussi à faire modifier le schéma départemental en convaincant les élus de certaines collectivités qui avaient non seulement des voix à la commission consultative mais surtout de l'influence auprès de certains représentants de l'État. On s'est retrouvé avec des élus qui portaient son discours en commission consultative pour demander à passer d'une obligation de réaliser une aire de grand passage à deux obligations de réaliser des aires d'accueil sur deux communes distinctes. Une aire de grand passage ça ne rapporte rien pour une société de gestion car ça ne fonctionne pas toute l'année et il n'y a pas les mêmes aides à la gestion que celles qui sont délivrées par l'État sur les aires d'accueil. C'est ce même acteur qui a influé sur l'évolution de la mission de médiation, puisque j'ai eu connaissance d'un courrier daté de 2008 dans lequel il demandait clairement aux représentants de l'État qu'une mise en concurrence soit effectuée pour ce contrat. Après avoir reçu ce courrier, l'État s'est conformé à cette demande. Et c'est à partir de là que la mission de médiation entre dans un système d'appel d'offre. Néanmoins, l'État n'était pas dupe puisque la DDASS avait régulièrement mis en garde les collectivités à l'égard des pratiques dont usait ce gestionnaire. L'association qui m'employait s'est positionnée et a obtenu le marché qui était reconductible pour un an. À l'issue de ces 2 ans, voyant que je ne parviendrais pas à développer des missions plus intéressantes au sein de l'association, j'avais décidé de rompre mon contrat à durée indéterminée. Mais j'ai finalement été amenée à me repositionner avec une autre structure qui souhaitait répondre et qui était implantée en région parisienne. Et au final, ce qu'il faut retenir de cet épisode c'est que la DDTM qui avait lancé l'appel d'offre a reçu deux candidatures de deux structures distinctes mentionnant

² Cf. sur ce point : Léger L., 2012. « Le juteux business des aires d'accueil », *Charlie Hebdo*, 27 juillet ; Gendron G., 2013. « Le business des aires d'accueil de gens du voyage », *Libération*, 26 juillet.

toutes les deux mon nom pour exercer la mission. La seconde n'était autre que l'association avec qui j'étais en train de rompre mon contrat et qui ne m'avait pas tenue informée de cette candidature et encore moins du fait qu'elle avait utilisé mon nom. L'autre élément qui a influé sur mon statut libéral actuel, c'est que la candidature de la structure parisienne avec laquelle je m'étais positionnée n'était finalement pas admissible car le dossier était arrivé avec du retard. On était au mois de mai, j'étais toujours salariée de l'association et donc la préfecture m'a contacté afin d'organiser une réunion de préparation des grands passages alors que l'association n'était plus impliquée dans le cadre du marché de médiation. C'est bien là que je me suis rendue compte à quel point ils se considéraient en quelque sorte dépendants de la prestation que je fournissais jusqu'alors. Cette réunion fut l'occasion pour moi de me positionner clairement avec la structure parisienne quand bien même je savais qu'elle n'était pas admissible au marché n'ayant pas respecté le délai. Cela a eu comme répercussion une déclaration d'infructuosité du marché de la part de la DDTM qui décide alors de relancer la procédure de mise en concurrence. Cette fois-ci j'ai candidaté à mon compte en tant qu'entreprise individuelle. Ayant été la seule à candidater, j'ai obtenu ce premier marché qui m'engageait pour une durée de 6 mois. Et mon contrat à durée indéterminée avec l'association a été définitivement rompu fin juillet 2010.

La médiation dans son rapport unique au terrain et aux personnes renverse la logique du marché

M. S. – Donc tu as été tout de même poussée à devenir auto-entrepreneuse par un conflit de travail. Tu ne l'aurais pas fait spontanément.

G. L. – Oui, et je prenais un risque car il s'agissait d'une mission non reconductible. Fin 2010, un nouvel appel d'offre d'envergure européenne a été publié auquel j'ai bien entendu candidaté. J'ai été à nouveau la seule personne à répondre et j'ai obtenu ce marché d'une durée de 3 ans cette fois-ci et qui va s'achever bientôt. Ce que je retiens de tout ça, c'est que l'État me raccroche sans arrêt à cette

mission. J'occupe une place qui pourrait bien entendu être occupée par d'autres, mais ma connaissance des voyageurs et de l'évolution de la configuration politique locale dans ce domaine font que je suis aujourd'hui dotée d'une expérience dont les services de l'État reconnaissent qu'ils auraient du mal à se passer. J'ai eu l'occasion d'échanger avec un de mes interlocuteurs qui occupe une fonction importante au sein de la préfecture, qui me confiait que mon intervention présente pour eux de multiples avantages tout simplement parce que je leur donne un accès « discret » aux données de terrain en leur épargnant une exposition qui comporte pour eux de multiples inconvénients. Et finalement, je me rends compte que l'État s'accommode, au même titre que les gens du voyage, d'une posture où les relations interpersonnelles sont primordiales.

M. S. – La position d'auto-entrepreneuse te convient parfaitement, parce que tu es seule à répondre effectivement à l'ensemble de ces contradictions.

G. L. – Oui et on voit que c'est beaucoup plus en adéquation d'ailleurs avec la posture de l'ethnologue. Si je veux rester sur une situation jusqu'à 23 heures ou 1 heure du matin parce que j'estime que c'est nécessaire ou intéressant, je suis seule à en décider. Si je veux répondre à d'autres marchés, rien ne m'en empêche.

M. S. – Si tu veux embaucher quelqu'un pour travailler sur un autre projet, tu peux également le faire. Tu peux faire un cabinet d'anthropologues.

G. L. – Oui, enfin je n'en suis pas encore là. Mais dans l'absolu oui. Ce qui m'intéresse vraiment dans cette posture finalement c'est de continuer à pouvoir maintenir une forme de rapport de force. La cohérence dans mon cheminement, c'est cette configuration de l'interlocuteur unique, qui peut être contestable dans certains cas, mais qui est opérationnelle dans les situations d'installations irrégulières. La stratégie sur le long terme est, dans un contexte départemental de pénurie d'associations de promotion des droits des gens du voyage, de maintenir une pression pour faire valoir les droits de cette population et éviter que le préfet soit l'unique

décideur du sort donnée à une situation sans aucune autre forme de contre-pouvoir. Quelque part, je suis payée pour ça.

M. S. – C'est le sens que tu donnes à ce que tu es en train de faire. Tu aplanis la contradiction dans laquelle tu étais de manière très forte lorsque tu étais salariée de l'association. C'est-à-dire que là tu te réhabilites dans une position vertueuse, valorisante... et morale. Tu te réhabilites toi-même en étant auto-entrepreneuse dans une position éthique où tu as le sentiment de n'agir que pour les droits des gens. Et alors, est-ce que durant la période précédant ton installation à ton compte, tu as eu le sentiment de défaillir ?

G. L. – Oui, puisque je me sentais instrumentalisée dans certaines prises de positions qui auraient parfaitement pu être légitimées si j'avais été maître de l'ensemble de la chaîne de relations tissées du terrain à la sphère décisionnelle. Donc je n'arrivais pas à mettre en œuvre une réelle stratégie. Je n'avais pas le pouvoir que j'ai aujourd'hui, qui repose beaucoup sur des éléments de discours et une façon d'appréhender la réalité. Aujourd'hui je suis maître de ma relation au terrain comme de ma relation à la préfecture. Et du coup, cette posture m'ouvre une sphère d'investigation « totale » puisque je suis aussi bien en mesure d'explorer et d'analyser l'univers des gens du voyage que celui des services de l'État, du moins avec la DDTM et le cabinet du préfet. Auparavant je n'étais pas en position d'être destinataire de remarques de nature un peu confidentielle ou des éléments qui relèvent de l'observation sensible de la part de mes interlocuteurs de la DDTM, notamment à propos des décisions prises par le cabinet ou le préfet.

Légitimité et effet performatif de la parole en contexte de médiation

M. S. – Et les gens du voyage avec lesquels tu es en contact, est-ce qu'ils ont perçu le changement de ta position ?

G. L. – Pour eux, sur le fond, ça ne changeait pas énormément la nature de mon travail et mon rapport avec eux. Il y a eu un changement de numéro de téléphone et je pense plus d'opérationnalité aussi de leur point de vue.

M. S. – Tu es dans une relation qui est très personnalisée et en fait peu importe la structure qu'il y a derrière pour eux.

G. L. – Pour eux ça reste Mme Loiseau !

M. S. – Ils ont confiance en toi. Ce sont des gens que tu connais et de toute façon ils se passent un peu le mot aussi... Et tu n'as jamais eu de conflit avec eux ?

G. L. – Non, ça serait faux de dire ça. Mais il faut que je trouve l'exemple...

M. S. – Est-ce qu'ils t'ont accusé de ne pas les défendre suffisamment ?

G. L. – Ah oui, ça m'arrive ça.

M. S. – Ça arrive souvent ?

G. L. – Non pas souvent, mais ça arrive avec des groupes plus précaires, moins organisés par exemple que les grands passages. Quand il n'y a pas de représentant identifié dans le groupe... c'est plus cacophonique, il y a des tentatives de prise à parti. Je dirais que la critique est facile car de toute façon, comme ils ne sont pas reliés à un réseau plus vaste, ça s'apparente plus à de l'intimidation qui n'aura pas d'autre répercussion que celle qu'elle peut avoir sur moi. Ce type de comportement n'a pas lieu dès lors qu'il y a une structure associative clairement identifiée derrière le groupe. Après, je suis largement en mesure de comprendre l'injustice que peuvent ressentir ces petits groupes isolés de voir un médiateur se mettre au service de groupes qui sont déjà organisés en associations et qui pour certains disposent même d'avocats pour les défendre. Je ne trouve pas ça très juste non plus finalement. Et, l'enjeu pour les évangélistes aussi c'est de les récupérer sous leur aile. Ils sont taraudés et ne se sentent pas véritablement pris en compte. C'est difficile de les prendre en compte en réalité. Donc, après il y a aussi des petits groupes qui me glorifient de louanges suite à une intervention parce que du coup la moindre action à leur égard est considérée comme « extraordinaire » tellement ils se sentent démunis. Mais souvent j'ai eu des menaces provenant de femmes voyageuses qui me font comprendre qu'elles sont capables de m'en foutre une vraiment, physiquement. Je sais

que ça n'arrive pas et qu'il y a toujours des hommes qui sont là pour veiller aussi... ça n'ira pas jusqu'au bout, mais j'ai eu des moments assez tendus avec certaines femmes.

M. S. – Mais comment tu expliques que ça vienne des femmes justement ?

G. L. – Ça j'avoue que je n'ai pas trop cherché à creuser, mais effectivement le fait que je sois une femme doit y être pour quelque chose.

M. S. – Elles sont dans une position subordonnée et elles ne supportent pas en étant dans cette position subordonnée à leurs compagnons, maris, pères, etc., masculins, elles ne supportent pas que ces représentants masculins discutent avec une autre femme. Elles préféreraient que la négociation se passe entre hommes.

G. L. – Sans doute. Mais il y a aussi cette question de l'oralité, et de la parole légitime ou illégitime qui est en jeu. En ce qui me concerne on peut prendre cette image : j'arrive et je suis le « fil » de raccordement au service public. Donc, j'ai une parole légitime, une parole dotée d'un certain effet performatif. Les voyageurs que je rencontre souffrent d'un manque de reconnaissance malgré les efforts qu'ils fournissent pour se faire entendre en adoptant les méthodes de l'administration (courriers, demandes de rendez-vous officiels...). Si je discute avec eux leur parole va être d'autant plus légitimée aussi de l'autre côté. Donc on accorde vraiment de l'importance à ma présence. On me reçoit de manière chaleureuse et la plupart du temps je suis accueillie autour d'une table et les femmes sont mises à contribution pour me donner un verre d'eau l'été ou un café l'hiver. Et ça se passe très bien. Mais les groupes plus démunis qui sont dans une situation de précarité économique ou même simplement qui ne maîtrisent pas bien les éléments de langage, ont forcément un discours plus violent. Et là, ce sont aussi les femmes qui se prêtent au jeu de m'accorder un traitement ajusté à l'humeur que mon intervention leur inspire et qui peut être perçue comme intrusive.

M. S. – C'est parfaitement compréhensible.

G. L. – Donc, je peux entendre ce discours et je préfère même l'entendre parfois quitte à répondre de manière ferme, mais je ne vais pas pour autant me démonter. Malgré des menaces proférées par une ou deux femmes et très souvent contenues ou contrariées par le reste du groupe, il n'y a jamais eu de débordement. Mais par contre, avec des élus ça s'est déjà produit. Cet été j'ai eu des moments très désagréables de ce point de vue. Je préfère nettement avoir à gérer des situations où je comprends la colère qui s'exprime en face que des situations d'intimidations provenant de responsables politiques ou de menaces gratuites.

M. S. – Comment ça ?

G. L. – Par exemple un maire qui arrive avec une trentaine de sympathisants politiques dont certains n'ont d'autres loisirs que de proférer des injures à mon encontre, alors que je suis en train de faire mon travail de médiation. Mais ça peut aussi venir de riverains parfois. C'est aussi très violent la manière dont certains peuvent se déchaîner sur l'interlocuteur qui de surcroît représente une figure qui n'est pas toujours très populaire, à savoir l'État. Mais par rapport aux riverains c'est parfois très délicat et en même temps intéressant, car certains en arrivent à combler les lacunes des collectivités ; et même si c'est bien souvent contre leur gré, ça peut parfois avoir des répercussions sur leur vie sociale au plan local. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte en allant à la rencontre de propriétaires qui avaient été amenés à mettre à disposition des terrains pour accueillir des gens du voyage et certains d'entre eux m'ont rapporté recevoir des mails d'insultes ou des allusions sur les profits pécuniaires qu'ils pourraient en tirer. Donc, j'essaie aussi de mettre en place des choses, de part mes compétences d'ethnologue pour recueillir cette parole-là qui est pour moi très pertinente et d'autant plus percutante que les dépositaires de ces témoignages s'adressent à moi en ayant en tête que leur parole sera relayée jusqu'au préfet. Encore une fois, on prête un effet performatif au simple fait que je m'ouvre à l'écoute d'acteurs qui se sentent complètement laissés pour compte durant les grands passages. Et j'ai pu avoir une démarche similaire avec des

entreprises saisonnières (reposant notamment sur le tourisme) qui voyaient leur chiffre d'affaire anéanti par le fait de voir s'installer durant une semaine ou deux des groupes de gens du voyage à proximité de leur commerce. Et, le fait d'arriver sur ce type de situation avec une casquette de médiateur mandaté par l'État ça produit toujours des choses et ça permet toujours de faire bouger les lignes. Après, cette parole « libre », pas uniquement formatée et contenue par l'État elle peut déranger aussi. En 2012, l'année de la commémoration du centenaire du carnet nomade, j'ai eu l'occasion de m'exprimer dans la presse locale en tant qu'ethnologue et j'avais aussi organisé un petit événement avec une association. Ces prises de positions m'ont valu des menaces anonymes que j'attribue à des mouvements d'extrême droite. Et ça peut aller encore plus loin, lorsque c'est le cabinet du préfet lui-même qui cherche à m'imposer des méthodes de travail qui s'apparentent à du renseignement.

M. S. – C'est-à-dire du renseignement ?

G. L. – Cet été, j'ai reçu une demande « expresse » de la préfecture me demandant d'aller recueillir des données « sociologiques » sur un groupe avec lequel le cabinet m'avait demandé de façon formelle de ne pas entrer en relation. Je me suis fermement opposée à cette demande en m'appuyant sur le contrat du marché public qui me lie à l'État, mais cela n'a pas été entendu et mes interlocuteurs m'ont demandé de fournir des informations fictives ou erronées dans le but de satisfaire la demande « expresse » du préfet. Il se trouve que cette demande intervenait dans un contexte politique et médiatique particulièrement tendu après que des propos calomnieux aient été tenus par le maire de Cholet à l'encontre des gens du voyage³. Par ailleurs, étant déjà informée du non renouvellement de ma mission, j'ai pensé qu'il s'agissait là d'une manipulation douteuse qui permettrait d'insuffler à mon successeur la normalité de pratiques de

³ L' élu doit comparaître devant la justice le 23 janvier 2014 pour apologie de crime contre l'humanité suite aux propos : « Comme quoi Hitler il n'en a peut-être pas tué assez » qu'il a tenus face à un groupe de 150 caravanes en train de s'installer sur sa commune le 20 juillet 2013.

délation dans l'exercice de la médiation. Je réponds à mon interlocuteur qui est aussi le commanditaire de ma mission qu'il ne semble pas se rendre compte de la gravité de la commande et que la problématique à laquelle il est confronté est une problématique de fonctionnaire et non pas la mienne. Je lui dis que sa conscience et en l'occurrence la mienne sont en jeu. Il me rétorque qu'effectivement nous sommes dans deux cultures professionnelles bien différentes et qu'en tant que fonctionnaire il manie l'art et la manière d'user de méthodes plus alambiquées pour contourner les demandes qu'il juge illégitimes ou injustes. Néanmoins, c'est tout bien installé aussi dans son rôle de fonctionnaire qu'il me signifie que ma résolution pourrait avoir des répercussions sur mon contrat. Ce à quoi je réponds que j'irai s'il le faut devant le tribunal administratif pour défendre ma position.

M. S. – Du point de vue des acteurs institutionnels, l'anthropologie c'est la proximité et la connaissance avec la population ciblée qu'ils espèrent utiliser dans leur perspective. La posture d'anthropologue permet véritablement d'être le dépositaire d'informations au sens policier du terme. Si on prend comme médiateur un anthropologue c'est parce qu'il est un informateur au sens policier.

G. L. – Ça c'est très important en effet et ça s'est vérifié lorsque j'ai appris que mon poste n'allait pas être reconduit : à ce moment-là j'ai eu des propositions très claires de la part d'un haut gradé de la gendarmerie qui m'a dit « Gaëlla on te reprend » !

M. S. – La médiatrice masque une fonction d'information policière à partir de la compétence anthropologique qu'elle détient. Tu es embauchée parce que dans l'absolu on pense que tu peux dire qui il faut expulser. Tu as la connaissance de l'origine ethnique et des comportements ethniques de cette population. C'est exactement comme pendant la période nazie. Tu es beaucoup plus un informateur qu'un médiateur. Tu dois absolument les fasciner... ça doit marcher bien.

G. L. – J'ai répondu à un appel d'offre en étant très claire sur les méthodes que j'utilise et notamment le fait d'entretenir la relation directe avec les gens du voyage qui est un préalable incontournable

pour effectuer ce travail. Néanmoins, l'ambiguïté de cette mission c'est aussi la posture hiérarchique qu'elle suppose avec les représentants de l'État et en l'occurrence avec le préfet qui a autorité sur les questions de sécurité dans le département. Cette position est complètement antinomique avec le fait d'être en profession libérale. Il y a un certain nombre de failles qu'il faudrait s'amuser à énumérer, au moins sur le plan juridique, dans le fait d'exercer une mission qui m'amène à intervenir à la demande et dans l'urgence de façon très intense pendant plusieurs mois de l'année. Cette situation limite considérablement ma capacité à aller me positionner sur de nouveaux marchés. Et on n'est pas étonné d'apprendre que je n'ai pas d'autre contrat que celui-là. Je suis donc, moi aussi d'une certaine façon liée voire ligotée à ce contrat et à ce contexte professionnel. La décision de la préfecture d'externaliser ce type de mission n'est pas anodine, sachant qu'en plus il n'y a pas de réelle concurrence. Donc ce marché est quand même un peu particulier. Il m'arrive régulièrement d'avoir à me positionner fermement par rapport à des tentatives de détournement de ma posture ou alors lorsque la discussion ne fonctionne pas bien, de contourner des consignes du commanditaire. Les questions d'éthique sont centrales ou même omniprésentes dans la pratique. On peut se demander quel acteur est le plus légitime dans la direction à donner à ma mission. Est-ce le commanditaire et financeur aussi public qu'il soit ? La médiation est inscrite dans le cadre de la loi Besson⁴ pour les préfets qui savent bien la lire. Si cette médiation figure dans la loi Besson sans aucune autre forme d'orientation quant à son contenu, alors de mon point de vue elle est légitimement dédiée au public que cette loi entend défendre. La médiation fait partie du dispositif normatif mais elle présente l'avantage de n'être cernée par aucun texte pour l'instant en dehors d'une circulaire qui est publiée depuis plusieurs années au mois de mars ou avril par le ministère de l'Intérieur, qui recommande vivement aux préfets de désigner des médiateurs et de

⁴ Loi Besson n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage.

les mobiliser pour la recherche de solutions alternatives en cas de pénurie d'équipements pour les grands passages. Enfin, ces exemples me permettent de revenir sur la critique que j'ai formulée à propos du secteur privé lorsqu'il est empêtré dans des conflits d'intérêts entre le dispositif normatif (constitué par les aires d'accueil mais aussi les instances plus ou moins consultatives) et le marché lucratif de la gestion. Mais j'ai aussi dans mon département des exemples tout à fait contraires où le secteur privé, dans le domaine de la gestion également, contribue largement à garantir le respect des droits. Tout dépend de la qualité relationnelle et donc du niveau de connaissance et d'analyse des contradictions du terrain auquel les acteurs publics ou privés accèdent.

M. S. – Donc en fait, les contradictions que tu as assumées en étant salariée d'une association, là deviennent dix fois plus fortes. En même temps tu es parfaitement maître d'œuvre, mais là elles deviennent véritablement frontales avec menaces puisque tu es directement dans le rapport à l'État. Les normes épaississent les dispositifs d'institutionnalisation et de gestion mais en même temps ces contradictions font que tu n'as plus que « ta conscience » pour être pilotée. De toute évidence ce ne sont pas les normes qui vont être un soutien pour ta conscience, pour une action qui de ton point de vue serait vertueuse en termes de conscience. En fait les normes démultiplient les problèmes et les contradictions. Donc ma question c'est maintenant cette conscience tu la mets où ? Comment tu la définis, comment tu la cadres ? Puisque ta conscience tu ne vas pas l'appuyer sur des normes et tu ne vas pas l'appuyer sur des normes éthiques en particulier, je veux dire celles qui sont institutionnalisées dans les dispositifs publics.

G. L. – Oui, mais on peut s'en servir. Après, ma conscience elle est imbibée de la relation que j'ai avec les voyageurs depuis 15-20 ans. Et j'essaie de raisonner sur un mode de vie que la société essaie de contraindre. En réalité, je ne suis pas du tout d'accord avec les lois et les normes qu'on leur impose. Je jongle avec ça en permanence. Ce qui me raccroche c'est de me dire que je suis en contact avec des

gens qui cherchent à rester autonomes, le plus autonomes possible par rapport à ce système-là.

Vers une parole militante des acteurs

M. S. – Donc en fait, tu les vois comme des représentants de *l'autonomie*.

G. L. – Oui. J'ai déjà évoqué ça dans un article publié dans la revue *Le Sociographe*⁵. Pour moi, les grands passages sont une alternative à une forme de ghettoïsation sur des équipements standardisés qui sont disséminés sur le territoire. Moi, mon moteur, ce n'est pas de créer ces équipements normatifs. Il y a quand même beaucoup de voyageurs qui sont récalcitrants aux aires d'accueil, et je me demande si ce n'est pas la majorité d'entre eux. Il y a un côté très schizophrène dans ma démarche. Je suis parfois amenée à tenir des discours auxquels je ne crois pas quand je « vends » la nécessité de créer une aire d'accueil sur une commune. Et les voyageurs aussi sont contraints d'en arriver là, c'est-à-dire d'adopter le discours légaliste et donc normatif qui est le seul à pouvoir contrecarrer les logiques d'exclusion et d'expulsion dont ils font l'objet. Avec un faible recul de 15-20 ans concernant la mise en œuvre des lois Besson qui ont imposé aux communes la création de ces aires, on observe déjà des déviations qui sont le signe de la fragilité de ce dispositif, qu'il s'agisse des pratiques de contrôle de la part des gestionnaires tout comme des formes d'appropriation de ces équipements publics de la part de certaines familles de gens du voyage. Que vont devenir ces lieux de vie dans 20 à 50 ans si l'État et les collectivités commencent à s'en désintéresser ? En ce qui me concerne, mon moteur c'est d'être en contact avec des gens qui vivent le territoire de façon très spontanée. Ils arrivent, ils repartent. Et tout se négocie sur le fait qu'ils repartent. La garantie qu'ils apportent, toujours, c'est de quitter l'endroit qu'ils occupent. Donc, de fait, leur présence prend sens dans un parcours du territoire. C'est

⁵ Loiseau G., 2009. « Les grands passages, une forme d'alternative à la spatialisation des gens du voyage », *Le Sociographe*, 28 : 13-26.

pour moi un mode de vie intéressant pour développer des consciences d'autonomisation. D'ailleurs, j'ai l'impression d'assister à l'émergence de postures militantes chez les voyageurs aujourd'hui par rapport à ce mode de vie. Ça devient quelque chose qui les définit puisqu'on les a tellement assignés à l'itinérance qu'aujourd'hui à travers les grands passages se joue une forme de réappropriation militante de ce mode de vie. La semaine dernière j'ai assisté à une réunion de la commission départementale consultative durant laquelle le représentant de la police nationale a évoqué le fait qu'ils identifiaient aujourd'hui très clairement des « mouvements militants chez les gens du voyage » et ça leur pose question, ça leur pose problème. Il s'agit d'un militantisme médiatisé⁶, qui n'aura sans doute qu'une durée de vie limitée, mais c'est néanmoins une étape très intéressante notamment en matière d'investissement de la sphère juridique. Sur le long terme il faudra sans doute qu'ils parviennent à retourner à leur avantage les contradictions sur lesquelles ils surfent aujourd'hui. Car tout leur militantisme est basé sur le cadre normatif qu'il soit légaliste ou même évangéliste. Ces groupes militants laïques ont modelé leur mode d'apparition dans la sphère publique sur celui qu'avaient échafaudé les évangélistes avec les rassemblements de caravanes en grand nombre. Alors, il faudra peut-être qu'ils repensent leur mode opératoire lorsque celui-ci aura été « épuisé ». On n'en est pas encore là, mais on sent quand même un certain essoufflement dans le fait d'être exposés en permanence de la part de certains responsables d'associations laïques. Et d'un autre côté, j'observe que les méthodes utilisées par ces groupes laïcs perçus comme militants, sont aussi expérimentées aujourd'hui par certains pasteurs évangélistes parce que ces méthodes de « résistance » aux pouvoirs publics ont aussi montré leur efficacité, qu'elles soient accompagnées de procédures judiciaires ou non d'ailleurs.

⁶ Cf. notamment le reportage diffusé sur M6 en février 2013 dans l'émission *Enquête exclusive* intitulé « L'étonnante vie des gens du voyage » d'Alex Dell (production TV Presse) qui mettait en scène des méthodes usitées par ces groupes.

M. S. – Ce qui est intéressant dans ton cas, c'est d'observer que ce ne sont ni des normes ni des règles éthiques qui vont répondre à cette invention de pratiques quotidiennes qui est la tienne dans un contexte de relations interpersonnelles extrêmement fortes avec les acteurs. Tu montres toi-même que les règles ne font que compliquer les situations. Le comportement que tu adoptes et les décisions que tu prends dans ton cadre professionnel ne trouvent pas d'assise dans des règles ou une charte quelconque.

G. L. – En effet, et d'ailleurs en dix ans d'exercice de la mission, à aucun moment les financeurs n'ont posé et pointé du doigt la question de l'éthique dans ma pratique.

M.S. – Parce qu'ils t'ont considérée au service de l'État. Toutes ces normes mises en œuvre en termes de balisement de cette population ne résolvent absolument pas les situations. Ni la tienne de médiatrice, ni celle des gens du voyage.

G. L. – En effet, et moi ce que je ressens profondément c'est que le but c'est d'y échapper tout le temps. Et je pense que les voyageurs sont aussi là-dedans. Le but c'est d'y échapper tant qu'on peut. S'il faut aller devant un juge, ils y vont assez facilement aujourd'hui. Encore que ça dépend des classes sociales. Mais en tout cas ils n'y allaient quasiment pas il y a 15-20 ans. Mais ça n'est pas fait non plus dans le but de construire un dispositif légaliste solide. Ça c'est la préoccupation de l'État que de construire un dispositif de contrôle du nomadisme : un nomadisme « sans débordement ». Les voyageurs quant à eux sauvent leur peau par la relation, la négociation, la discussion et parfois la confrontation pour se maintenir sur un fil qui les fait naviguer du dedans au dehors des dispositifs normatifs.

M. S. – Pourquoi utilises-tu le terme « gens du voyage » ?

G. L. – Parce que c'est celui qu'utilisent les acteurs auprès de qui j'interviens. Ils se sont réapproprié cette dénomination administrative. Ils les utilisent entre eux et surtout dès qu'ils sont en contact avec des Gadjé. Ensuite les désignations ethniques telles que manouche, rom, sinti, yénish ou gitan sont surtout utilisées dans l'entre-soi.

M. S. – L'évangélisation est une désethnicisation par définition parce qu'on rentre dans une catégorie universelle sous le regard de Dieu et d'autre part, la catégorie administrative de « gens du voyage » fonctionne aussi comme une désethnicisation. Et ce qui est très intéressant c'est que malgré tout ça ils se retrouvent complètement, comme dans les discours de Sarkozy ou de Manuel Valls aujourd'hui, ré-ethnifiés de force et considérés comme inassimilables. C'est ça la matrice de contradictions dans laquelle toi tu agis et à mon avis où tu agis avec beaucoup de virtuosité. Une charte éthique de médiatrice et recouvrant tous les dispositifs qui interviennent sur cette population ne résoudrait aucun problème. On doit en tirer les leçons sur la pratique et l'exercice de la relation interpersonnelle qui est le lieu de production de la connaissance anthropologique. Tu montres remarquablement dans ta pratique de médiatrice sur fond d'anthropologie que si tu avais une charte éthique, tu ne sortirais pas de la contradiction dans laquelle tu es car elle est consubstantielle aux rapports sociaux, marqués par la logique de la stigmatisation et du rejet à l'extérieur de la société : une couverture éthique ne servirait finalement qu'à masquer les ordonnancements politiques, ce qui pourrait être somme toute la fonction sociale de la convocation éthique, là comme ailleurs.

Résumé

Après une formation en anthropologie consacrée aux « gens du voyage », Gaëlla Loiseau a professionnalisé ses connaissances comme médiatrice des autorités étatiques, d'abord dans une association puis comme entrepreneuse. Elle répond ici aux questions de Monique Selim qui l'interroge sur les contradictions internes à sa position et sur les formes de dépassement qu'elle entrevoit dans des circonstances épineuses marquées par l'exclusion et le refoulement dans une catégorie d'étranger récemment décrété « inassimilable ». Les règles et/ou chartes éthiques, loin de pouvoir pacifier les antagonismes, se révéleraient des masques fragiles à des ordonnancements politiques irréfragables.

Mots-clefs : « gens du voyage », médiation, État, étranger, entreprise.

Summary

Schizes of an Anthropological Mediation between State and Travelers

After a training in anthropology devoted to France centered on « gens du voyage » (nomadic people), Gaëlla Loiseau professionalized her knowledge as a mediator for the state authorities, at first in a non profit organization and then as freelancer. She answers to Monique Selim's questions who asks about internal contradictions of her status. How does she deal with the thorny circumstances marked by a social exclusion and repression of the category of foreigner recently enacted « inassimilable ». The rules and/or ethical charters, far from pacifying the antagonisms, have proven to be fragile masks to irrefutable political scheduling.

Key-words: « gens du voyage » (nomadic people), mediation, State, outsider, business.

* * *